

LIBRAIRIE

-

Presses de Sciences Po | « 20 & 21. Revue d'histoire »

2021/2 N° 150 | pages 181 à 206

ISSN 2649-664X

ISBN 9782724637137

DOI 10.3917/vin.150.0181

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-vingt-et-vingt-et-un-revue-d-histoire-2021-2-page-181.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Librairie

Pouvoir (d')informer

CARITEY BENOÎT (dir.), *La Fabrique de l'information sportive. L'Auto (1900-1944)*, Reims, Éditions et Presses universitaires de Reims, « Sport, acteurs et représentations », 2020, 448 p., 20 €.

C'est un ouvrage d'ores et déjà incontournable qui vient d'être publié sous la direction de Benoît Caritey, maître de conférences à l'UFR STAPS de Dijon. Le journal *L'Auto* est en effet une source essentielle pour l'histoire des activités physiques et sportives, entre autres. Il s'agit donc d'un outil de travail nécessaire, l'introduction soulignant avec justesse l'étonnante absence d'un tel ouvrage de référence. Cette lacune est désormais comblée grâce à un travail collectif au long cours, qui multiplie les angles d'approche, en réunissant quelques-uns des meilleurs spécialistes de l'histoire du sport.

Le premier chapitre, très dense, raconte la vie du journal et brosse en particulier un portrait nuancé de la période polémique de l'Occupation. Benoît Caritey et Gilles Montéréal y soulignent l'essence commerciale de ce « consortium du spectacle sportif », qui ne se réduit pas aux pages jaunes du journal. La pratique des commissions perçues sur les recettes des événements couverts est notamment frappante. Sylvain Ville évoque d'ailleurs le rôle du journal comme acteur du sport, en tant qu'organisateur, à propos de la boxe. Philippe Tétart analyse avec précision la « politique publicitaire », qui suggère un lectorat plutôt aisé et qui souligne l'omniprésence de l'industrie du « moteur ». Paul Dietschy revient sur la Grande Guerre du journal et de son incontournable directeur, Henri Desgranges,

emblématique selon lui de la « culture de guerre ». Thomas Bauer montre que les feuilletons publiés sont aussi des espaces de publicité, voire « d'Auto-promotion ».

Le contenu du journal est exploré par un chapitre collectif qui souligne la place importante de la photographie, tandis que Philippe Ricaud et Emmanuela di Scala évoquent la « diététique préscientifique » présente dans les colonnes de *L'Auto*. Carine Énard, à partir des figures d'Irène Popard et d'Alice Milliat, montre que la gymnastique féminine est plus valorisée que le sport dans l'entre-deux-guerres. La ligne éditoriale est enfin contradictoire à propos de l'amateurisme sportif, oscillant entre critique et acceptation du professionnalisme (Benoît Caritey et Tom Busseil). Mais l'aspect le plus marquant semble la relativisation de la prétention à l'apolitisme du journal, par le « traitement spécifique » du sport ouvrier (Tom Busseil) ; par les opinions exprimées à propos de la politique des sports, dans le sens d'une demande croissante d'intervention – limitée – de l'État (Benoît Caritey et Jean-Jacques Dupaux) ; mais aussi par la couverture ambivalente des jeux de Berlin (Karen Bretin-Maffiuletti).

Pendant, le lecteur peut rester en partie frustré, car certaines approches historiographiques fécondes sont sans doute trop peu explorées (histoire du genre, du monde colonial, comparaison internationale), ce qui n'amoindrit pas l'évidente réussite de ce projet ambitieux. C'est en effet un instrument de travail indispensable pour une utilisation plus informée, plus distanciée et plus pertinente de *L'Auto* comme source, en revenant aux principes de la méthode critique la plus classique.

Lionel Pabion

DELPORTE CHRISTIAN¹, *Charlie Hebdo. La folle histoire d'un journal pas comme les autres*, Paris, Flammarion, 2020, 384 p., 23,90 €.

Historien des médias, de la presse et notamment du dessin satirique, Christian Delporte livre une nouvelle monographie pour célébrer les 50 ans de *Charlie Hebdo*. Le volume est d'une belle qualité matérielle, à commencer par le toucher soyeux de la couverture, sur laquelle les lettres du titre se distinguent en relief. En complément de la narration de l'histoire de l'hebdomadaire satirique, on se délecte d'un cahier de photographies, inséré au centre, ainsi que d'un florilège de pages du journal, reproduites en couleurs en fin d'ouvrage. La curiosité du lecteur peut être quelque peu frustrée par le format réduit des reproductions, qui permet d'augmenter leur nombre, tout en rendant la lecture des bulles difficile. Tout lecteur n'ayant pas la culture encyclopédique de l'auteur en la matière, on peut également regretter l'absence de caricatures insérées dans le texte – remarque ubiquitaire, extensible à nombre de travaux portant sur des images.

« L'aventure humaine » (p. 8) qu'est l'histoire de *Charlie Hebdo* commence avec la légende d'origine : « Non seulement vous êtes bêtes, mais vous êtes méchants » – reproche d'un lecteur, qui inspire la devise d'*Hara-Kiri*, prédécesseur de *Charlie Hebdo*, dès 1961. Relatant cette histoire, Christian Delporte prend en compte les périodiques précédents *Zéro* et *Hara-Kiri*, remontant ainsi jusqu'en 1954.

Les intitulés tels qu'« un vivier de dessinateurs » (p. 12) et, plus loin, « la bande à Charlie » (p. 57) disent l'importance que revêt pour le livre une prosopographie sous-jacente qui imprègne le texte de chaleur humaine. L'auteur cite nombre des formules emblématiques de *Charlie Hebdo*, qui versent volontiers dans le registre familier, voire argotique, dans le but d'appeler « un chat un chat, et un cul un cul ! » (p. 31).

(1) Christian Delporte est membre du comité de lecture de 20 & 21. *Revue d'histoire*.

Aux citations d'articles s'ajoutent les témoignages des membres de l'équipe du journal. Le récit de la « folle histoire » de *Charlie Hebdo* se déroule ainsi de manière captivante, laissant une large place au détail de la vie de l'équipe. Anecdotique, tout ce foisonnement humain – trop humain, pour emprunter à un intitulé de Friedrich Nietzsche² ? Nous dirions que Christian Delporte ose l'empathie avec son sujet, le maîtrisant sur le bout des doigts. Au-delà des détails, le lecteur entrevoit la force d'engagement de l'équipe qui non seulement *est*, mais *fait et a fait Charlie*, hebdomadaire devenu le symbole de la liberté d'expression. Selon l'auteur, *Charlie* se distingue par le « souci permanent du journal de placer les débats qu'il soulève dans une perspective historique » (p. 341). Peut-on imaginer meilleur argument pour inciter la communauté historique à se pencher sur *Charlie Hebdo* ? Narrée par Christian Delporte, son histoire le révèle comme une mine d'enseignements sur la culture politique française, qui n'attend qu'à être creusée, toujours plus profond, par la recherche.

Stéphanie Krapoth

THOMAS JONATHAN, *La Propagande par le disque. Jean-Marie Le Pen, éditeur phonographique*, Paris, Éd. de l'EHESS, « Cas de figure », 2020, 256 p., 14 €.

En se saisissant d'un objet d'étude particulier, les disques d'une entreprise d'édition phonographique – la Serp –, Jonathan Thomas explore tout un pan de l'histoire de l'extrême droite française. Certes, cette activité à laquelle Jean-Marie Le Pen a pris part est parfois connue, au-delà de son seul public, par la médiatisation de sa condamnation pour « apologie de crime de guerre », après la sortie d'un disque de chants nazis en 1965. Mais elle ne se limite pas à cela. L'ampleur et la variété des thématiques couvertes par la Serp

(2) Friedrich Nietzsche, *Menschliches, Allzumenschliches. Ein Buch für freie Geister*, Chemnitz, Schmeitzner, 1879.

constituent une ligne éditoriale : interrogée au regard des intérêts stratégiques de ses dirigeants, de Jean-Marie Le Pen à Marie-Caroline Le Pen, elle trahit une vision du monde et une volonté d'agir sur celui-ci.

L'ouvrage analyse les dimensions symboliques et politiques du disque Serp en quatre parties thématiques. Dans un croisement entre une histoire politique et une histoire culturelle, il étudie le disque en tant qu'outil d'un projet politique visant à agréger les extrêmes droites françaises, à banaliser ses messages politiques et, lorsque Jean-Marie Le Pen dirigeait la société, à normaliser son ambition. L'essentiel de ce travail consiste à étudier les pratiques politiques directes et indirectes de la Serp, à rebours des prétentions affichées de ses dirigeants. Le catalogue de cette société (élément principal du corpus documentaire) est composé de matériaux musicaux et de discours variés, qu'il s'agisse de musiques militaires, de chansons politiques de différents bords, ou de musiques chorales mais aussi, par exemple, de plaidoiries de défense des procès de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) de 1962 et 1963, ou de discours des candidats de la campagne pour l'élection présidentielle de 1974.

Jonathan Thomas explique l'ambiguïté significative du catalogue de la Serp par sa propension à entretenir et à élargir une communauté. Ainsi les différents disques s'inscrivant dans des cultures politiques de gauche, ou reproduisant des discours d'autres adversaires de l'extrême droite, présentent un intérêt commercial autant que stratégique pour contrer les critiques. La volonté affichée de faire œuvre d'historien par le biais de disques s'inscrivant dans le champ historique constitue également un moyen d'action mémorielle à visée politique.

Les différentes caractéristiques du disque sont prises en compte : ses matériaux sonores, les éléments visuels et écrits de sa pochette, mais aussi ses usages en tant que média de masse. Celui-ci est analysé par la mobilisation de concepts propres à la discipline historique ou à la musicologie notamment. De ce point de vue, l'interdisciplinarité qui caractérise cet ouvrage – l'auteur a

récemment soutenu sa thèse à l'EHESS¹ – en est l'un des atouts principaux. La prise en compte de l'aspect sensible du disque, par l'étude des sentiments, des affects et des représentations qui s'y rattachent, vient étayer l'aspect communautaire du disque Serp, qui se fait outil d'éducation militante et de propagande.

Léa Pawelski

ZAKHAROVA LARISSA, *De Moscou aux terres les plus lointaines. Communications, politiques et sociétés en URSS*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2020, 334 p., 25 €.

« Le socialisme sans poste, télégraphe et machine est un mot vide de sens ». Cette expression que l'on attribue traditionnellement à Lénine dit bien à quel point le projet bolchevique était étroitement lié à la généralisation des techniques modernes d'échanges et de communications. Le projet de Larissa Zakharova repose sur ce paradoxe particulièrement stimulant : le développement des réseaux de communication à distance, qui favorise une délocalisation des rapports sociaux et une réorganisation des interactions entre les individus et les groupes, est-il compatible avec la volonté d'un État de contrôler étroitement le territoire et la population ? Dans celui de l'Union soviétique, qui s'étendait sur plus d'une dizaine de milliers de kilomètres d'Ouest en Est et qui comportait près de onze fuseaux horaires, comment cette tension fut-elle gérée ? Quels outils furent déployés pour maîtriser l'espace et quels usages en firent les populations ?

En étudiant non seulement les infrastructures et les dispositifs matériels mais également les pratiques politiques et sociales induites par ces nouveaux instruments, l'autrice explore son objet sous trois angles, et cela de la révolution d'Octobre aux années du socialisme tardif : l'utilisation de ces techniques par les autorités pour contrôler l'immense territoire soviétique et façonner sa population ; la façon dont les Soviétiques ont

(1) « Le disque politique en France (1929-1939) », thèse de doctorat en sciences sociales, sous la direction d'Estéban Buch, EHESS, 2021.

eu accès à ces outils et s'en sont servis ; enfin, l'importance des échanges épistolaires et ce que ceux-ci dévoilent de la capacité réflexive des individus en URSS. Ce choix est révélateur de la démarche de Larissa Zakharova : ne pas dissocier l'analyse des dispositifs de gouvernement de celle de leurs interactions avec les individus et les groupes sociaux. Elle est en cela révélatrice de ce qui, trente ans après la révolution copernicienne constituée par l'ouverture des archives, caractérise la nouvelle génération des historiennes et historiens de l'Union soviétique : dépasser les modèles idéologiques simplistes et la tentation d'un retour à une histoire positiviste pour analyser l'expérience soviétique dans une approche résolument internationale et nourrie des débats historiographiques les plus récents.

D'origine russe, autrice en 2011 d'un remarquable *S'habiller à la soviétique. La mode et le Dégel en URSS* (CNRS éditions), Larissa Zakharova a été emportée par la maladie en 2019 à l'âge de 41 ans. Cet ouvrage posthume, édité par Grégory Dufaud, vient tout à la fois rappeler l'originalité de son travail et témoigner de la perte cruelle que sa disparition représente pour la communauté scientifique. Car ce livre n'est pas une simple histoire des techniques de communication. En posant, dès les premières pages, la difficile question de la modernité soviétique, il apporte une contribution passionnante à l'histoire des formes de confiance et de défiance, et plus encore à la complexe articulation des appartenances et des communautés en URSS.

Natacha Laurent

ÉTIENNE NOÉMIE, *Les Autres et les Ancêtres. Les dioramas de Franz Boas et d'Arthur C. Parker à New York, 1900*, Dijon, Les Presses du réel, « Œuvres en sociétés », 2020, 352 p., 32 €.

Aujourd'hui associés à une muséographie désuète et soumis à de vives critiques, les dioramas anthropologiques, ces dispositifs en trois dimensions mettant en scène les cultures amérindiennes par le biais de mannequins, sont au cœur de cette

passionnante étude au croisement de l'histoire de l'anthropologie et de l'histoire de l'art. Noémie Étienne analyse la construction de deux séries de dioramas autour de 1900 : les premiers créés par l'anthropologue d'origine allemande Franz Boas au Musée d'histoire naturelle de New York, les seconds, moins connus, par Arthur C. Parker, anthropologue d'origine iroquoise, au sein du Musée de l'État de New York à Albany. En choisissant de « redonner de l'épaisseur » aux dioramas, Noémie Étienne ouvre une perspective nouvelle, qui insiste sur la nécessité de prendre en compte leur tridimensionnalité, à la différence de nombreuses études qui s'appuient sur des photographies de ces dispositifs. La réception de ces objets, rappelle Noémie Étienne, passe en grande partie par le corps des spectateurs, appelés à entrer physiquement en contact avec ces Amérindiens, nouveaux ancêtres d'une identité américaine alors en pleine crise face à l'afflux massif d'immigrants en provenance d'Europe du Sud et de l'Est au début du 20^e siècle.

Grâce à un patient travail d'archives, aussi bien sur des correspondances entre savants et artistes que sur des moulages de bustes retrouvés dans les mansardes du Musée d'histoire naturelle de New York, Noémie Étienne défend une approche matérielle des dioramas et rappelle la multiplicité des médias et des acteurs impliqués dans ces créations à la fois savantes, ludiques et artistiques. Cette étude revêt en effet une importance décisive tant pour l'histoire de l'anthropologie, en rappelant qu'elle n'est pas seulement une discipline du texte, que du point de vue de l'histoire de l'art américain. Les artistes ayant contribué aux dioramas ont nourri leur travail de leurs relations avec le monde scientifique et, à l'inverse, ont influencé ces représentations en imposant aux anthropologues certaines inventions artistiques, par exemple l'usage d'une feuille blanche pour déterminer la couleur de peau des mannequins. Les dioramas mettent en scène des figures humaines dont les caractéristiques physiques font l'objet de choix, qui dépendent largement des conceptions racistes de leurs auteurs et participent ainsi à « fabriquer la race ». Cette artificialité, qui caractérise les dioramas à tous les

niveaux, oblige à s'interroger sur « l'authenticité » des cultures amérindiennes que ces dispositifs devaient donner à voir, quitte à la fabriquer de toutes pièces, soulevant ainsi la question de leur conservation et de leur statut actuel au sein des musées. L'ouvrage de Noémie Étienne est une contribution décisive à cette réflexion, montrant qu'une analyse historique des dioramas permet de restituer toute leur complexité à ces objets qui n'ont pas seulement été des lieux de domination : ils furent aussi des lieux de résistance des populations amérindiennes.

Camille Joseph

Luttes en tous genres

PAVARD BIBIA, ROCHEFORT FLORENCE et ZANCARINI-FOURNEL MICHELLE, *Ne nous libérez pas, on s'en charge. Une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2020, 512 p., 25 €.

Écrit par trois historiennes du féminisme, représentatives de générations et de spécialités thématiques diverses, ce copieux ouvrage entend offrir « une histoire renouvelée des féminismes en France » grâce aux progrès de l'historiographie. L'articulation entre genre et race, en plein essor dans la jeune génération de chercheurs et chercheuses, retiendra l'attention de ce compte rendu.

Il faut attendre la constitution d'un empire colonial pour que les deux luttes s'entrecroisent. Hubertine Auclert, la première, développe un « féminisme colonial ». Il prend davantage d'ampleur durant l'entre-deux-guerres. Le journal du CNFF, *La Française*, tient une rubrique « La femme dans les colonies » à partir de 1927. Quatre ans plus tard, le CNFF organise des états généraux du féminisme au cœur de l'exposition coloniale de Vincennes (mai 1931), précédés par un questionnaire sur la condition des femmes dans les colonies.

Des métropolitaines voyagent et enquêtent sur la condition de leurs sœurs colonisées. Peintre, grand reporter, archéologue ou institutrice, la

plupart partagent le préjugé de la supériorité blanche, mais dénoncent la vision exotique et la surexploitation des colonisés.

Le mouvement littéraire de la négritude au féminin prend son essor à Paris dès les années 1920 grâce à une élite antillaise et à des périodiques comme *La Dépêche africaine*, *La Revue du monde noir*, *Le cri des nègres*. Des organisations de défense des Noirs apparaissent et la question des couples et des enfants métisses (appelés parfois « les péchés de ces Messieurs ») prend de l'importance.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Fédération démocratique internationale des femmes françaises, d'obédience communiste, et l'Association des femmes de l'Union française, plus proche de la SFIO et du MRP, tentent d'encadrer l'engagement féminin. La première est de loin la plus active. Les sections algérienne, martiniquaise, réunionnaise et guadeloupéenne sont fondées entre 1944 et 1948. Elles forment des viviers dynamiques de femmes anticolonialistes et féministes. Le suffrage féminin s'étend peu à peu et les luttes pour l'indépendance permettent aussi des alliances avec les féministes françaises. L'affaire Djamilia Boupacha est la plus connue.

Pendant les années 1960, les DOM connaissent une politique malthusienne active, impulsée notamment par Michel Debré, nataliste dans l'hexagone, mais favorable à la contraception et à l'avortement pour les mineures dans sa circonscription de la Réunion.

Au sein du MLF ou à ses marges, les femmes « de couleurs » s'organisent. La Coordination des Femmes noires existe depuis 1976, le Mouvement des femmes noires en est issu deux ans plus tard. Après l'autorisation donnée aux immigrés de créer des associations (1981), d'autres voient le jour : le Mouvement pour la défense de la femme noire, la Commission pour l'abolition des mutilations sexuelles (1979-1982) fondée dans le sillage de la sortie du livre d'Awa Thiam *La Parole aux négresses*, puis le Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles.

Depuis 1989, la « question du voile », devenue « métonymie de l'opposition à l'islam », divise les féministes. Des féminismes intersectionnels et

décoloniaux émergent tels Ni putes ni soumises (2003), le Collectif féministe des indigènes de la République (2005) et plus récemment la nébuleuse afroféministe avec le collectif Mwasi (2014), la revue *AssiégéEs* et le festival afroféministe Nyansapo (2017) dont les sessions non mixtes ont suscité beaucoup de polémiques, quand bien même elles déclinaient une pratique très présente dans le MLF.

Gageons que les recherches futures modifieront et enrichiront ce tableau. Cet ouvrage bien découpé, agrémenté de portraits, d'illustrations et d'encadrés, complété par un appareil scientifique léger mais essentiel, est d'une lecture très agréable.

Sylvie Chaperon

VIGUIER ALAIN, *Le PCF à Renault Billancourt. Force et crise d'un symbole ouvrier (1944-1992)*, Nancy, Arbre bleu éditions, « Gauches d'ici et d'ailleurs », 2020, 458 p., 30 €.

Alain Viguier travailla comme ingénieur chez Renault, notamment sur le site de Billancourt où il entra en 1969. Il connut une trajectoire militante à gauche, sans appartenir au Parti communiste français (PCF). Aujourd'hui, les éditions de l'Arbre bleu, avec le soutien de la Fondation Gabriel Péri, publient une version remaniée de sa thèse soutenue en 2017 sous la direction de Michel Pigenet. Ce travail constitue le prolongement d'une étude sur le site de Renault Billancourt et le PCF, commencée en master et encadrée par Michel Dreyfus. Il s'inscrit dans l'histoire sociale du politique et dans celle des mondes ouvriers.

Le choix d'un découpage chronologique, de la Libération à la fermeture du site au début des années 1990, s'il n'empêche pas certaines répétitions tout à fait pardonnables, permet au lecteur de ne pas se perdre dans les multiples ateliers de Renault aussi bien que dans les évolutions de la ligne politique du PCF. Car ce travail montre que, si Billancourt fut sans conteste un bastion du parti comme de la CGT (dont la relation avec le premier fut loin de se résumer à une seule

« courroie de transmission »), l'ampleur de leur influence a connu différents moments, d'intensité variable. Chacune de ces phases est resituée dans ses contextes, à la fois celui de la vie politique nationale et celui des évolutions de la ligne politique communiste et des débats, des doutes, des prises de distance chez les ouvriers et les militants communistes eux-mêmes. L'un des fils conducteurs de l'ouvrage est la tension entre le modèle communiste de l'ouvrier qualifié masculin, « forteresse dans la forteresse » (p. 272), et l'ouvrier spécialisé (OS), figure centrale de l'insubordination ouvrière des « années 68 ». L'auteur revient sur les transformations du travail qui rendent les OS, en particulier étrangers, incontournables dans l'entreprise. Leurs mobilisations, mises en avant par une extrême gauche pourtant marginale, bousculent l'organisation communiste et ses militants cherchant l'équilibre entre discours unitaire et diversité des identités et des pratiques. Pour l'organisation communiste, Billancourt occupe une place de choix dans le discours et les représentations. Vitrine du « parti de la classe », le site permet d'examiner les contradictions d'une organisation se voulant à la fois d'avant-garde et de masse (p. 401). Une conclusion stimulant la réflexion et d'utiles et claires annexes viennent clore l'ouvrage. On interrogera peut-être la pertinence du titre de l'œuvre, trop précis au regard de la richesse du livre, qui ne s'en tient pas au seul PCF et à ses militants. Le livre d'Alain Viguier est une lecture indispensable pour toutes celles et tous ceux qui s'intéressent aux mondes ouvriers, à leur politisation et à l'ancrage communiste en entreprise.

Dimitri Manassis

COLLECTIF LES ARCHÉOLOGUES D'UN CHEMIN DE TRAVERSE, *Faire (l')école. Un collège associatif sur la Montagne limousine*, Rennes, Éditions du commun, « Culture des précédents », 2020, 286 p., 14 €.

Saint-Martin-Château et La Villedieu, deux communes creusoises du plateau de Millevaches, aussi connu sous le nom de la Montagne limousine. De

septembre 2011 à juin 2014 s'y établit le « collègue asso », un établissement secondaire privé hors contrat, autrement dit non soumis à l'obligation de suivre les programmes et les horaires de l'enseignement public. Tout le long de sa courte existence, la structure associative implique une quarantaine d'adultes et une vingtaine de « jeunes », le terme utilisé pour désigner les enfants accueillis (p. 20). Écrit par quatre membres de l'aventure, cet ouvrage restitue les différentes facettes de cette expérience qui se veut singulière.

L'ensemble repose avant tout sur des témoignages, pour la plupart recueillis à la faveur d'une journée « Retrouvailles » réunissant, le 15 octobre 2016, une trentaine d'actrices et d'acteurs impliqués dans le projet. Enrichi de 21 encadrés méthodologiques, illustré par des documents pédagogiques et des photographies des activités, complété d'un petit lexique listant notamment les termes spécifiques du quotidien du collègue, ce livre-témoignage se structure en 9 chapitres inégaux.

Les deux premiers, les plus longs, retracent la genèse du projet, ses fondements et ses réalisations inspirées par les mouvements de rénovation pédagogique qui, depuis le 19^e siècle, irriguent et transforment, çà et là, le système éducatif¹. Ils exposent la collégialité comme pilier du fonctionnement du collègue, la prise de décision par consentement comme principe pour trancher tout différend. Le projet s'adosse, il est vrai, à un idéal politique propre à un engagement à l'extrême gauche. Ces deux chapitres soulèvent enfin une question majeure qui reste ouverte jusqu'à la fermeture de la structure et peut se résumer à ce dilemme : faut-il bâtir une école alternative ou une alternative à l'école ?

Cette interrogation se glisse par la suite dans toutes les sections de l'ouvrage. Elle fait même l'objet du chapitre central intitulé « Débats et

divergences ». D'autres facteurs contrarient également l'action du collectif engagé : la méfiance de l'Éducation nationale et le poids de l'institution scolaire dans la société, rappelé par le calendrier qu'elle impose ; la localisation dans un milieu rural affecté par un processus de déclin démographique et de disparition des services publics ; enfin, les ressources financières modestes et, surtout, les moyens humains limités qui posent régulièrement la question de la survie du projet.

Ce faisant se dégage l'impression d'un retour partiel et partiel de cette expérience. Cette dernière n'en offre pas moins matière à réflexion sur ce que Jay Winter appelle les « utopies mineures » pour repenser les collectifs sociaux².

Edenz Maurice

GUILLAUME CÉCILE, *Syndiquées. Défendre les intérêts des femmes au travail*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, 254 p., 24 €.

S'appuyant sur une littérature déjà riche sur la défense des intérêts des femmes par les organisations syndicales (très bien présentée dans le premier chapitre), ce livre prend pour objet la question moins étudiée des liens entre représentations descriptive et substantive des femmes, ou autrement dit : « Suffit-il d'avoir des femmes (et quelles femmes ?) pour améliorer la défense de leur condition salariée ? ». Cécile Guillaume entend ainsi déplacer le regard en s'intéressant non pas tant aux politiques d'égalité en tant que telles qu'aux pratiques et prises de position de celles et ceux qui sont censés les incarner et les porter sur le terrain. L'autrice met ici à profit sa longue expérience d'enquête, d'analyse et d'intervention dans le champ syndical français, puis anglais. Elle mobilise ainsi plusieurs enquêtes menées en France et au Royaume-Uni auprès de quatre syndicats (CFDT, SUD, UNISON, GMB), principalement par entretiens mais également par le biais d'archives, d'analyses statistiques

(1) Jean-Noël Luc, Jean-François Condette et Yves Verneuil, *Histoire de l'enseignement en France, XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2020, p. 197-203 ; Marie-Charlotte Allam, « Innover pour réformer l'école ? Politiques et pratiques d'expérimentation pédagogique dans l'enseignement public français », thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Martine Kaluszynski et d'Emmanuel Täieb, Université Grenoble-Alpes, 2020.

(2) Jay Winter, *Dreams of Peace and Freedom. Utopians Moments in the 20th Century*, New Haven, Yale University Press, 2006.

et d'observations. La comparaison de quatre organisations syndicales implantées dans deux pays aux traditions syndicales différentes aboutit à une analyse complexe des carrières syndicales, au croisement des logiques institutionnelles de discrimination et de sélection des militant-es et des logiques individuelles d'engagement.

Au-delà de son apport en matière de connaissances sociologiques et historiques sur le rapport des syndicats à la représentation des salarié-es « spécifiques » ou « minoritaires », l'intérêt de ce livre réside dans ses réflexions fines appuyées sur de nombreux portraits, dans l'articulation entre les carrières syndicales et les prises de position défendues par les militant-es dans des configurations institutionnelles données. Ainsi, le deuxième chapitre montre par exemple que là où la CFDT favorise l'engagement de femmes à la féminité « neutralisée » peu enclines à défendre les intérêts des femmes, les trois autres syndicats sont plus ouverts à des femmes socialisées au féminisme dans le mouvement social et offrent des espaces d'engagement dédiés à la question des salarié-es minoritaires. L'autrice observe néanmoins que, partout, les politiques d'égalité tendent à créer une « égalité élitiste » favorisant les femmes diplômées et une conception de l'égalité insistant sur l'*empowerment* individuel plus que sur les inégalités systémiques et intersectionnelles. Le dernier chapitre, portant sur la mobilisation du droit par les syndicats anglais en faveur de l'égalité salariale depuis les années 1970, se veut une ouverture vers des modes d'actions réellement transformateurs parce que plus à même de bousculer les pratiques et cultures syndicales discriminantes. Ces « usages offensifs du droit » révèlent également le caractère crucial des « acteurs critiques » mobilisés en interne, qu'il s'agisse de femmes féministes ou d'hommes syndicalistes plus jeunes portés par un idéal de justice sociale, soulignant ainsi le lien non mécanique entre représentation descriptive et substantive et la nécessité de réinscrire cette question dans des contextes organisationnels et des parcours biographiques singuliers.

Ève Meuret-Campfort

THIREAU ISABELLE, *Des lieux en commun. Une ethnographie des rassemblements publics en Chine*, Paris, Éd. de l'EHESS, « En temps & lieux », 2020, 386 p., 27 €.

Isabelle Thireau travaille depuis plusieurs années sur les formes d'actions communes qui traversent la société chinoise. Un premier volume (*De proche en proche. Ethnographie des formes d'association en Chine contemporaine*, Berne, Peter Lang) rassemblait en 2013 des contributions variées à un programme collectif. C'est le fruit de près d'une décennie d'enquêtes personnelles que la sociologue livre aujourd'hui. S'interrogeant sur les formes possibles de coexistence et de capacités d'action dans une société chinoise où indécisions et incertitudes dominent, l'autrice montre comment les citoyens s'accordent sur des compréhensions et des savoir-faire partagés, sur des types de jugement et de discernement.

Pour conduire sa démonstration, Isabelle Thireau enquête à Tianjin, cinquième ville chinoise par sa taille, voisine de Pékin et creuset de la modernité. Elle prend deux exemples de situations dans lesquelles des individus se rassemblent en prenant appui sur des repères partagés et des attentes stabilisées. Le premier est un rassemblement quotidien sur une large place, réunissant des dizaines de personnes venues accomplir des exercices physiques, comme il est coutume d'en voir dans toutes les villes chinoises. Le second est une équipe d'une centaine de volontaires qui œuvrent ensemble pour protéger le patrimoine architectural alors que leur cité, comme toutes les métropoles chinoises durant les deux dernières décennies, connaît des transformations de grande ampleur.

Ce faisant, Isabelle Thireau s'inscrit dans une littérature de plus en plus riche, consacrée à la fois aux réunions dans les espaces publics, notamment dans les parcs et jardins (voir par exemple la thèse récente de Justine Rochot⁽¹⁾), et aux

(1) Justine Rochot, « Bandes de vieux : une sociologie des espaces de sociabilité de jeunes retraités en Chine urbaine contemporaine », thèse de doctorat en sociologie, sous la direction d'Isabelle Thireau et de Tania Angeloff, EHESS, 2019.

transformations morales de la société chinoise, aux normes et valeurs acceptées ou discutées (voir notamment les travaux de Yan Yunxiang, anthropologue à UCLA). L'auteur prend appui sur une littérature sociologique plus large : d'une part les travaux conduits sur l'espace public, notamment par Alfred Schütz, Erving Goffman ou Isaac Joseph, et d'autre part la sociologie du quotidien et la notion de « public intermédiaire » empruntée à Alain Cottureau.

Le texte est brillant et d'une grande richesse ethnographique. Le parti pris de l'auteur, que certains discuteront, est de considérer que les actions engagées dans ces lieux, en apparence anodines, ont bien une portée politique, quoiqu'infra-idéologique. Nul doute que dans un contexte où les formes structurées d'association et d'action collective sont empêchées, Isabelle Thireau développe là une approche inédite des lieux du politique. On formulera un seul regret : que l'auteur n'ait pas consacré quelques pages aux conditions de réalisation de ses enquêtes conduites tout au long de la dernière décennie.

Gilles Guibeux

Ordres et désordres

DUBOIS MATHIEU, *Les Conséquences de Mai 68. Du désordre social français à l'ordre monétaire européen*, Bruxelles, Peter Lang, « L'Allemagne dans les relations internationales », 2018, 326 p., 54,85 €.

En centrant le regard sur les questions monétaires, Mathieu Dubois propose une manière originale d'aborder « les événements de 68 ». En France, la grève générale du printemps provoqua une première vague de spéculation contre le franc en mai-juin puis une seconde, beaucoup plus importante, à l'automne. Stoppée par le refus de Charles de Gaulle de dévaluer, elle n'en affaiblit pas moins gravement le « franc lourd » mis en place en 1959, et permit au Deutsche Mark de devenir la principale monnaie européenne. Georges Pompidou dévalua finalement

le franc en août 1969 pour compenser à l'exportation la hausse des prix, liée aux augmentations de salaires, et accepta que l'Europe des Six non seulement s'ouvrit aux Britanniques mais qu'elle mît aussi à l'étude l'Union économique et monétaire. Le plan Werner (octobre 1970), qui impliquait d'importants renoncements de souveraineté (monnaie, banque centrale et ministère des Finances communs), fut toutefois rejeté par le gouvernement français. En janvier 1971, un compromis entre les positions française et allemande fut trouvé, débouchant sur la mise en place du Serpent monétaire européen, qui vola bientôt en éclats sous l'effet de l'effondrement du système de Bretton Woods et du passage au flottement généralisé des monnaies (accords de la Jamaïque, janvier 1976).

L'auteur suit cette histoire, souvent mal connue et très technique, en croisant habilement les sources françaises et allemandes, tant diplomatiques que parlementaires et financières, liant les aspects nationaux et internationaux, socioéconomiques, politiques et culturels. Notons toutefois que la clarté de l'exposé n'est pas toujours au rendez-vous, alourdi par d'inutiles longueurs et un usage des statistiques imparfaitement maîtrisé (séries non homogènes, chronologies décalées entre RFA et France, etc.). Le plus gênant est sans doute la reprise sans distance critique suffisante de deux thèses certes courantes mais contestables. La France serait « sous-industrialisée », qualifiée même quelquefois de « rurale » et « malthusienne », en tout cas toujours « en retard » sur l'Allemagne. Encore faut-il dans cette comparaison – justifiée – entre les deux pays ne pas oublier que, depuis plus d'un siècle, tous deux se classaient dans le groupe des cinq ou six États les plus industrialisés du monde. Quant aux performances de l'industrie allemande, elles se mesureraient avant tout dans sa capacité à exporter, supérieure à celle de la France et de tous les autres pays européens. Le constat est juste mais peut-on, comme les néolibéraux, faire de cette capacité la pierre de touche de la réussite d'une économie et oublier les ravages humains autant qu'écologiques causés par une concurrence commerciale à l'échelle de la planète ?

L'ouvrage, bel exemple d'histoire connectée qui tisse histoires française, allemande et européenne, n'en mérite pas moins d'être lu. Tout le monde se rappelle que, le 30 juin 1968, les gaullistes triomphèrent aux élections législatives anticipées. On oublie en général (ou on signale sans s'y appesantir) que le lendemain, le 1^{er} juillet, la construction européenne franchissait une étape décisive avec la disparition des barrières douanières à l'intérieur du Marché commun. De Gaulle avait accepté la concurrence commerciale dans le cadre de l'Europe des Six pour consolider l'industrie française, persuadé qu'en contrepartie il aurait le plein soutien de la RFA pour mettre à bas le système monétaire international centré sur le dollar. La spéculation en mai-juin puis en octobre-novembre affaiblit gravement le franc, obligeant la Banque de France, encore détentrice du plus gros stock d'or mondial en avril, à s'en dessaisir pour plus de la moitié sans obtenir toute l'aide escomptée de la Banque centrale de Francfort. Le mark en sortit définitivement renforcé et les dirigeants allemands confortés dans leur posture résolument atlantiste. En revanche, la « grandeur de la France » en fut durement affectée et la construction européenne put entrer dans une nouvelle phase.

Gilles Richard

ISRAËL LIORA, *À la gauche du droit. Mobilisations politiques du droit et de la justice en France (1968-1981)*, Paris, Éd. de l'EHESS, « En temps & lieux », 2020, 346 p., 25 €.

Reprenant et approfondissant des articles publiés depuis 2003, Liora Israël propose dans cet ouvrage une analyse de socio-histoire sur les mobilisations des juristes « de gauche » en France pendant la période 1968-1981. Le but n'est pas d'examiner tous les conflits politiques autour de la justice pendant cette période, mais d'étudier l'action collective d'avocats, de magistrats et d'universitaires qui, aux lendemains de Mai 1968, ont fait usage du droit pour critiquer le « droit bourgeois » et l'exercice de la répression par l'État.

Le premier chapitre explique la méthode suivie par l'autrice : à partir d'archives (comme le fonds déposé par Maître Jean-Jacques de Felice à *La Contemporaine* à Nanterre) et d'entretiens, Liora Israël utilise divers schémas sociologiques et recourt au comparatisme avec les études états-uniennes de Law and Society pour saisir l'action de ces mouvements sociaux se servant de « l'arme du droit ». Elle inscrit aussi l'enquête dans la mémoire des expériences qui ont précédé Mai 1968, de la Résistance à l'anticolonialisme. Le chapitre 2 est consacré aux mobilisations des étudiant-es et des jeunes enseignant-es dans les facultés de droit en 1968 et à la défense par des avocats engagés des étudiant-es poursuivi-es, qui ont souvent poussé des professionnels aguerris à se radicaliser face à la répression. Le chapitre 3 met en perspective les créations du Syndicat de la magistrature (1968) du Groupe d'action judiciaire (devenu Mouvement d'action judiciaire en 1969) et du Syndicat des avocats de France (1974). Avec le chapitre 4 sont envisagées les réorganisations de la pratique autour des cabinets collectifs et des boutiques du droit. Le chapitre 5 montre comment les liens entre action et théorie ont pu être repensés, notamment à travers la revue *Actes* à partir de 1973. Après le chapitre 6 prenant l'exemple du Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti) et le chapitre 7 sur les affaires d'avortement au tribunal de Bobigny et l'enquête jamais aboutie de Bruay-en-Artois, le chapitre 8 rappelle l'importante mobilisation de ces juristes de gauche en faveur de l'avocat allemand Klaus Croissant. La conclusion justifie, tout en la nuanciant, la temporalité 1968-1981 : si l'arrivée de la gauche au pouvoir transforme une partie de ces juristes, comme certains dirigeants du Syndicat de la magistrature, en membres des cabinets ministériels, l'opposition « du Droit au Droit » ne cesse pas après 1981, comme le montre l'action du Gisti. En croisant plusieurs perspectives, l'ouvrage utilise et nuance les théories du *cause lawyering*. Ce ne sont pas toujours des individualités qui prennent l'initiative de mobilisations judiciaires, mais un ensemble complexe de facteurs qui, dans un contexte donné, agrègent

de manière circonstancielle des groupes aux parcours et aux destinées diverses.

Jean-Louis Halpérin

PUCCI MOLLY, *Security Empire. The Secret Police in Communist Eastern Europe*, New Haven, Yale University Press, 2020, 392 p., 65 \$.
DROIT EMMANUEL, *Les Polices politiques du bloc de l'Est. À la recherche de l'internationale tchékiste, 1955-1989*, Paris, Gallimard, 2019, 278 p., 24 €.

Objet de tous les fantasmes, la police politique communiste a nourri un riche imaginaire fait de chambres de torture et de procès à grand spectacle, tout au long d'un arc chronologique allant des années 1920 aux années 1980 (au moins), tant en Union soviétique que dans les « démocraties populaires » et au-delà, dans la Chine maoïste ou le Cambodge des Khmers rouges. Ces deux ouvrages – l'un issu d'une thèse de l'Université Stanford, l'autre d'une HDR soutenue à l'Université Paris-Sorbonne – se concentrent sur l'espace européen et, à bien des égards, se complètent. Leurs approches ne diffèrent pas fondamentalement. Il s'agit dans un cas comme dans l'autre de comprendre le fonctionnement des polices politiques en s'intéressant à leurs agents, y compris d'assez ordinaires. Par ailleurs, Molly Pucci comme Emmanuel Droit scrutent les relations intimes qui unissent ces bureaucraties est-européennes par des liens institutionnels mais aussi personnels. Cette histoire est donc à la fois sociale, comparée et transnationale.

Sur le plan chronologique, Emmanuel Droit embrasse un long 20^e siècle de communisme, retraçant l'origine bolchévique et soviétique – la « matrice tchékiste » – des « répliques » est-européennes à naître après la Seconde Guerre mondiale. Le cœur de son travail – et son apport le plus évident à l'historiographie des mondes communistes – est cependant l'étude très fouillée qu'il propose des années qui suivent la mort de Joseph Staline et jusqu'à la fin des régimes socialistes. Sa recherche rejoint le front pionnier ouvert par celles et ceux qui explorent l'ère en

apparence plus terne de la stagnation de l'Europe centrale et orientale des années 1970 et 1980, période de plus grande stabilité aussi. Molly Pucci, pour sa part, s'intéresse à la genèse de ces polices politiques sur une période plus ramassée mais cruciale, celle de la sortie de guerre et du stalinisme. À cet égard, les deux ouvrages dialoguent parfaitement. L'espace traité est d'abord celui de l'Europe centrale : RDA, Pologne et Tchécoslovaquie, avec des incursions plus occasionnelles dans le reste du « Bloc », ou encore à Cuba.

Un de leurs apports est de redéfinir le rôle des organes soviétiques dans les mécanismes de la violence stalinienne et poststalinienne. Si les Soviétiques remodelèrent bien les polices est-européennes à leur image, afin de servir leur conception de la sécurité, ce sont bien les bureaucraties nationales des démocraties populaires qui absorbèrent cet héritage pour leur propre compte. En outre, les dirigeants soviétiques eurent une approche plus différenciée qu'on ne l'a longtemps cru d'un « pays frère » à un autre. Ils consacrèrent par exemple plus de ressources à la RDA qu'à la Tchécoslovaquie, sauf quand les circonstances exigeaient un investissement ponctuel mais plus massif dans tel pays, comme lors des crises au sein du Bloc (1956, 1968). Dans leur structure même, les ouvrages reflètent l'alternative entre analyse individualisée des appareils policiers (*Security Empire*) et étude plus intégrée d'une coopération sécuritaire davantage transnationale (*Les Polices politiques*). Emmanuel Droit insiste néanmoins sur la lenteur de la construction d'une Internationale policière, longtemps émaillée de méfiance et de réserves.

En outre, ces deux livres font œuvre d'histoire sociale. Ils regardent les policiers comme des humains dotés d'une certaine autonomie, d'un pouvoir de décision et de choix, mais décrivent aussi des structures bureaucratiques profondément intégratrices, capables de cadrer et d'acculturer leurs troupes. Car les policiers des États communistes ne sont pas tous, au départ, des militants de l'Internationale. Ils proviennent au contraire d'horizons différents, même si les premiers cadres

furent généralement des vétérans (et survivants) du premier stalinisme kominternien des années 1930. *Security Empire*, en particulier, dresse le portrait des formes de socialisation permettant de faire des policiers communistes à partir de « boulangers, plombiers et charpentiers » (p. 10). Emmanuel Droit élargit cette enquête sur l'expérience vécue du travail policier, en touchant de près à l'histoire du quotidien et à celle des pratiques bureaucratiques : activités cynégétiques, vacances, enjeux de traduction et de compétences linguistiques, surveillance aéroportuaire ou contre-terrorisme, les regards sont riches et nombreux.

Dans un cas comme dans l'autre, les auteurs ont fait appel à des sources nouvelles, rarement exploitées ou utilisées différemment : dossiers individuels, autobiographies manuscrites, comptes rendus d'interrogatoires, entretiens, etc. Ces éléments, s'ils ne semblent pas aboutir à une véritable prosopographie des policiers, laquelle n'est peut-être pas encore d'actualité faute d'un corpus assez homogène ou complet, donnent une image assez précise des trajectoires individuelles (et agrégées) de nombre d'entre eux. Finalement, Molly Pucci et Emmanuel Droit proposent ce qui est sans doute l'analyse historique la plus aboutie sur les polices politiques de l'espace communiste européen sous domination soviétique, sans pour autant sacrifier à une montée en généralité qui gommerait les nombreuses spécificités nationales. Mieux, ils contribuent à animer l'espace historiographique en dépassionnant l'étude de ces organes sécuritaires, quintessence et incarnation suprême du « mal rouge » dans les pays de l'Europe postcommuniste.

Paul Lenormand

BERGOUNIOUX ALAIN et FULLA MATHIEU (dir.), *Michel Rocard Premier ministre. La deuxième gauche et le pouvoir (1988-1991)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, 384 p., 25 €.

Cet ouvrage collectif est le fruit d'un important colloque parisien qui a réuni des historiens, des politistes et des économistes afin d'analyser

la spécificité de l'action primo-ministérielle de Michel Rocard durant les trois années (mai 1988-mai 1991) qu'il passa à Matignon. Grâce à une ouverture libérale des archives tant publiques que personnelles de l'ancien leader socialiste, les différents intervenants ont ainsi pu interroger la fameuse « méthode Rocard », ses réussites mais également ses limites. Pour cela, cinq axes majeurs balisent le chemin : tout d'abord, les contraintes politiques et idéologiques qui se dressent devant Michel Rocard à son arrivée rue de Varennes. Ne disposant que d'une majorité relative à l'Assemblée nationale, contrairement à la séquence politique qui avait marqué le début du premier septennat de François Mitterrand, il doit compter sur le contrôle permanent que ce dernier exerce sur son action. Le second axe montre en effet qu'il dut « agir sous surveillance », certains pans entiers de l'action gouvernementale lui échappant totalement ; qu'il s'agisse de la culture tenue par Jack Lang ou de la diplomatie confiée par le président de la République à un ami très proche, Roland Dumas. Il n'en reste pas moins que, malgré ses obstacles, la « méthode Rocard » put se déployer avec de réels succès, qu'il s'agisse du vote des lois sur le revenu minimum d'insertion (RMI) et la contribution sociale généralisée (CSG), ou bien de la signature des accords Matignon sur la Nouvelle-Calédonie. Moins connue, la modernisation de l'État est également un chantier de réformes à mettre au crédit de Michel Rocard.

Exerçant une critique tout à fait légitime, d'autres interventions pointent toutefois les limites d'une méthode qui, dans un certain nombre de domaines, s'est éloignée des fondamentaux de la « deuxième gauche ». C'est le cas dans le domaine de l'éducation (tenue par un autre mitterrandien, Lionel Jospin) ou de l'économie. On pourrait y ajouter les questions liées à la ville et au logement étrangement absentes du colloque, tout comme le fiasco gouvernemental concernant l'affaire du voile en 1989.

Enfin, il était logique que l'ouvrage qui éclaire un moment clé de l'histoire politique et institutionnelle de la France contemporaine se clôtûre sur la réception de l'action de Michel Rocard à

l'échelle européenne, en particulier au sein de la social-démocratie. Son échec aux élections européennes de 1994 ainsi que son incapacité à réformer son propre parti rendent d'autant plus nécessaire de poursuivre les travaux de recherches sur l'action politique de Michel Rocard, mais cette fois après Matignon, comme le suggère Marc Lazar en conclusion de l'ouvrage.

Thibault Tellier

ZORGBIBE CHARLES, *Les Éminences grises... dans l'ombre des princes qui nous gouvernent*, Paris, Éd. de Fallois, 2020, 496 p., 24 €.

Disons-le d'emblée : ce livre – très érudit par ailleurs – relève plus de l'essai que de l'ouvrage scientifique. Les notes de bas de pages et la bibliographie sont quasi inexistantes, l'historiographie est absente. Il s'agit d'un libre vagabondage autour de la figure de l'éminence grise à partir d'une série de 16 portraits qui vont du Père Joseph à François de Grossouvre, en passant par Adam Czartoryski, Friedrich Gentz, Juliette Adam, Friedrich von Holstein, Rudyard Kipling, Jacques Bainville, Harry Hopkins ou Jacques Foccart. Prenons donc cet ouvrage pour ce qu'il est : une pérégrination historique savoureuse qui fourmille d'anecdotes. Et oublions ce qu'il ne prétend pas être : un livre scientifique adossé à un matériau empirique et analytique rigoureux (nous pensons ici, par exemple, au « fonds Foccart » des Archives nationales qui n'est pas mobilisé ni mentionné par l'auteur). Au titre des regrets – et parce que l'auteur est un universitaire –, le lecteur aurait cependant aimé une introduction plus problématisée qui puisse définir et « catégoriser » ce que sont les éminences grises. Certes, le court prologue esquisse en deux pages cinq idéaux-types : « le conseiller devenu le “double” du prince », « l'éminence grise d'occasion », « l'inspirateur lointain », « l'éminence grise par effraction » et, enfin, « l'éminence grise des “proches” ». Si ces idéaux-types sont *a priori* séduisants, ils sont trop peu travaillés et arrimés à un corpus scientifique solide pour emporter

pleinement la conviction. Enfin, un état de l'art, même très succinct, aurait permis de replacer ce travail dans un continuum de travaux (en histoire et en science politique notamment) qui, ces dernières années, ont analysé les rôles sociaux et politiques des conseillers des gouvernants (pour ne citer qu'un exemple, voir l'ouvrage dirigé par Jean-Michel Eymeri-Douzans, Xavier Bioy et Stéphane Mouton¹). Revenons aux portraits. Si certains sont plutôt très attendus (le Père Joseph, Kipling, Foccart ou Grossouvre), d'autres ont sans doute le grand mérite d'éclairer des trajectoires moins « évidentes » (Gentz, Adam, Hopkins ou Czartoryski). La lecture de ces portraits, aussi informative soit-elle, livre cependant au lecteur un sentiment quelque peu bancal et appelle une question centrale : ces figures sont-elles finalement toutes des éminences grises ? Faire de Jean Monnet, André Gide, Juliette Adam ou Antoine de Jomini des éminences grises n'emporte pas l'adhésion, sauf à diluer l'objet à l'infini. Ainsi le lecteur aurait souhaité – sans que cela ne vienne pour autant remettre en cause le parti pris et le postulat de l'ouvrage – davantage d'analyses sur les trajectoires sociales, les logiques de carrières ou les rôles politiques de ces femmes et hommes de l'ombre. L'ouvrage laisse ainsi de côté toute la question de l'institutionnalisation progressive de cette figure indissociable de la formation des États modernes.

Gildas Tanguy

MOROZZO DELLA ROCCA ROBERTO, *Laïcité et Christianisme chez Émile Poulat*, trad. de l'italien par Jean-Dominique Durand, Lyon, LARHRA, « Chrétiens et Sociétés/Documents et Mémoires », 2020, 152 p., 18 €.

Ce volume réunit un entretien d'Émile Poulat en 2012 avec Roberto Morozzo della Rocca, une présentation par celui-ci du parcours intellectuel et personnel de son interlocuteur, et une

(1) Jean-Michel Eymeri-Douzans, Xavier Bioy et Stéphane Mouton (dir.), *Le Règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

contribution d'Andrea Riccardi. L'ensemble rappelle quelques-unes des convictions les plus importantes d'Émile Poulat, à commencer par sa revendication d'inclassabilité et son refus de toute espèce de militance, l'une et l'autre fondés dans sa conception du catholicisme intransigeant d'après la Révolution comme une troisième voie entre libéralisme et socialisme. De là son peu de goût pour le manichéisme, ce qui est sans doute une des raisons qui firent que, pendant les années 1950, quoique lui-même alors prêtre au travail, il s'attacha plutôt à comprendre les enjeux de la crise des prêtres-ouvriers qu'à participer à leur révolte, avant de sortir silencieusement du clergé pour se marier, mais sans pour autant rompre avec l'Église – tout en développant une compétence savante hors pair de *re catholica*, qui lui valut de devenir une référence obligée sur ces sujets aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Église. Il est donc assez logique qu'il en arrive à souhaiter au christianisme d'éviter, dans la société contemporaine, aussi bien « la participation sans critique », façon chrétiens de gauche (ses commentaires sur Vatican II, p. 67 *sq.*, sont à cet égard remarquablement distanciés), que la critique sans participation, si chère à la « droite catho ».

Incontestablement utile, peut-être cette publication aurait-elle gagné à être mise en perspective avec les acquis de l'œuvre de Poulat ? Ainsi, la fécondité de sa compréhension du catholicisme intransigeant comme troisième voie – donc comme centrisme – n'interdit pas de se demander s'il a eu bien raison de le poser de la sorte entre le socialisme et le libéralisme, sans faire de place au nationalisme, qui est pourtant bien davantage que ce dernier le cœur des valeurs de la droite, et dont l'introduction dans le jeu permet de comprendre les deux autres acteurs comme deux visages de la gauche. De même est-il étrange que, dans les milliers de pages passionnantes et passionnées qu'il a consacrées au modernisme, il n'ait, à ma connaissance du moins, jamais vraiment pointé son caractère à certains égards retardataire sur le calendrier du 19^e siècle, malingre *surgeon* clérical du rationalisme des Lumières, au moment où Nietzsche, Freud et Bergson frappaient celui-ci de péremption. Enfin, je ne sais si son diagnostic

d'un échec du projet intransigeant ne témoigne pas d'une certaine précipitation : comme entreprise visant à refaire chrétienne la société, sans doute – mais certainement pas dans sa volonté de préserver la légitimité propre à l'Église, contre l'ambition des révolutionnaires de lui faire reconnaître pour fondement le nouveau contrat social qu'ils visaient à établir.

Fabrice Bouhillon

Révolutions

COLLECTIF AHOU AHOU AHOU, *La Révolte des Gilets jaunes. Histoire d'une lutte de classes*, Le Mas d'Azil, Niet ! éditions, 218 p., 9 €.

Ce court ouvrage n'est pas l'œuvre d'historiens professionnels. Il convient néanmoins de ne pas le réduire à un simple témoignage anecdotique (d'ailleurs encore assez peu nombreux) d'acteurs du mouvement des Gilets jaunes. Il s'agit tout d'abord d'un travail collectif. Les quatre auteurs, anonymes, sont tous des hommes (ils indiquent également être du même âge et de la même classe sociale) et ont été des protagonistes du mouvement à divers endroits du territoire : région parisienne, grande ville du sud-est, sud-ouest. C'est justement une des premières qualités de l'ouvrage que de multiplier les points de vue et les échelles et, ainsi, de ne pas en rester aux seuls événements parisiens qui ont focalisé l'attention des médias. Cette volonté de décentraliser le regard se retrouve dans le choix des sources de presse que les auteurs ont étudiées systématiquement : il ne s'agit que de médias régionaux (on trouve également des transcriptions de vidéos ou des extraits de la presse nationale). À ces sources de presse, s'ajoutent des extraits (parfois assez longs) de « journaux de lutte » rédigés sur le vif par les auteurs. Ce parti pris est plus que bienvenu pour fournir un récit au plus près des expériences vécues des participants à ce mouvement, participants dont on présume qu'ils constituent, et c'est bien légitime, le public privilégié (plus que les historiens ou sociologues de métier)

auquel les auteurs ont destiné leur ouvrage. L'autre qualité du livre est d'embrasser une temporalité assez large pour saisir le mouvement dans ses différents moments, ses diverses dynamiques et compositions politiques. La conclusion est datée de février 2020 et les événements relatés mènent jusqu'au printemps 2019 (l'ultime chapitre étant intitulé « Une lutte sans fin(s) (après le 16 mars 2019) »). Ce sont donc peu ou prou six mois du mouvement qui sont ici chroniqués, ce qui relativise la brièveté de l'ouvrage qui, par les va-et-vient entre sites et scènes de contestation, en restitue l'incroyable richesse (souvent oblitérée, à nouveau, par la focalisation sur les événements parisiens du samedi). Les auteurs en proposent une périodisation (au long des sept chapitres) définie moins par des événements que par des dynamiques à l'œuvre. Celles-ci sont à chaque fois illustrées et les auteurs en proposent une analyse dont ils ne dissimulent jamais qu'elle est indexée à leurs propres trajectoires politiques antérieures et à la manière qu'ils auront eue de s'investir dans le mouvement des Gilets jaunes. Puisqu'ils ne l'explicitent pas (tout en n'en faisant pas mystère), on se gardera de jouer au jeu des étiquettes, mais ce livre propose une lecture du mouvement des Gilets jaunes depuis sa composante venue de la gauche marxiste non affiliée. S'il ne s'agit pas d'une histoire d'historiens, ce livre sera d'un grand intérêt pour tous ceux qui voudront accéder à une lecture de ce mouvement depuis sa composante politisée à gauche.

Olivier Baisnée

TALADOIRE ÉRIC, *Mercenaires, anarchistes et bandits. Des étrangers sur la terre du Mexique, 1910-1917*, Paris, CNRS éditions, 2021, 360 p., 26 €.

Cette nouvelle histoire de la révolution mexicaine est la première étude d'ensemble sur la place des étrangers dans cet épisode majeur du début du 20^e siècle, connu en effet pour être un événement d'amplitude nationale. En 1910, au moment des soulèvements, le pays est fragmenté géographiquement et culturellement, il est

déchiré par les antagonismes sociaux et politiques qui conduisent à la guerre civile. Mais l'adoption de la constitution en 1917, qui fait la synthèse idéologique entre les principales factions, fonde le Mexique moderne sur un socle libéral, social et agrarien. L'unité nationale est de ce fait le projet politique qui s'impose durant les années 1920, à la suite d'une décennie tragique. En posant au cœur de son récit la problématique des liens noués entre les étrangers et les révolutionnaires, Éric Taladoire propose une entrée singulière et originale dans l'événement, un objet qu'il étudie dans toutes ses dimensions.

Il y a d'une part la question de l'engagement dans les armées de la révolution : celui des volontaires et celui des mercenaires, nombreux à venir des États-Unis. L'auteur dénombre beaucoup de soldats de fortune, mais aussi des hommes de guerre qui transitent par le Mexique, et des spécialistes tels les aviateurs. Si les septentrionaux Francisco Madero et Pancho Villa favorisent l'enrôlement des étrangers pour étoffer leurs troupes, Venustiano Carranza et Álvaro Obregón, plus nationalistes, sont moins ouverts au recrutement international. Quant aux forces zapatistes isolées dans le Morelos, elles ne comptent que quelques individualités exogènes dans leurs rangs. Certes, de nombreuses recrues sont attirées par la solde. Mais on dénombre aussi des combattants qui adhèrent à la révolution, notamment dans le courant anarcho-sindicaliste, dans la mouvance de Ricardo Flores Magón. Des journalistes s'engagent également avec leur plume, tels John Reed, John Kenneth Turner, Jack London. Il y a aussi l'implication dans l'événement des communautés migrantes établies au Mexique, dont certaines ont souffert d'exactions et de violences, surtout les Chinois et, dans une moindre mesure, les Espagnols. Enfin, le contexte international influence la trajectoire de la révolution. État frontalier des États-Unis et producteur de pétrole, le Mexique est un enjeu stratégique. Il devient un maillon des affrontements entre les belligérants de la Première Guerre mondiale. Subsistant les interventions successives des forces étatsuniennes, notamment dans la région de Veracruz, le pays connaît aussi des guerres secrètes entre

agents étrangers allemands, britanniques, étatsuniens, qui s'infiltrèrent et attisèrent ses propres conflictualités. Les forces exogènes cessent d'agir en 1917, à la suite de l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne.

Tout en reprenant dans une synthèse nourrie d'une riche bibliographie l'ensemble du déroulement de la révolution, entre 1910 et 1917, l'analyse systématique de l'implication des étrangers et de l'étranger dans l'événement permet de mieux évaluer le poids du contexte international et la place du nationalisme dans la dynamique révolutionnaire. Il éclaire ainsi des épisodes mal connus de cette histoire – telle la « guerre des bandits » qui se déroule dans la basse vallée du Río Grande, au Texas, en 1915-1917 – et porte l'attention sur la porosité de la frontière mexicano-étatsunienne tout au long de l'événement. Les derniers chapitres interrogent et nuancent la place de la xénophobie dans les violences révolutionnaires et concluent sur le fait que le Mexique redevient une terre d'accueil, voire de refuge, pendant les années 1930.

Luc Capdevila

Histoires de mémoires

ENGEL VINCENT, *Le Désir de mémoire. Contre l'instrumentalisation de la mémoire de la Shoah*, Paris, Karthala, 2020, 228 p., 22 €.

Descendant d'une famille juive presque entièrement exterminée du côté paternel pendant la Seconde Guerre mondiale (préambule du livre), l'écrivain et universitaire belge Vincent Engel poursuit sa réflexion sur la mémoire de la Shoah entamée vingt-cinq ans plus tôt par un premier essai, *Pourquoi parler d'Auschwitz ?* L'intitulé et le résumé de ce nouvel essai indiquent une critique du devoir de mémoire considérée comme un dogme qui menacerait désormais la transmission de la mémoire de la Shoah et une proposition de dépassement par le partage d'un « désir de mémoire ». Pourtant, il est finalement peu question dans ce livre de réflexions sur ce sujet,

et encore moins de propositions au-delà de formules – « désir de mémoire », « désir de vie » (p. 215). Les rares propositions pour sortir de cette injonction « extravagante » et « déraisonnable » (p. 13) comme l'ouverture de la mémoire à d'autres populations victimes de génocides font déjà l'objet de travaux et de politiques mémorielles depuis une vingtaine d'années (voir les monuments commémoratifs en Allemagne ou les initiatives du mémorial de la Shoah à Paris). La critique du devoir de mémoire n'est pas non plus nouvelle, depuis les réflexions de Tzvetan Todorov et de Paul Ricœur menées dès les années 1990 et mentionnées par l'auteur. Certaines analyses manquent de justesse ou entraînent une confusion certaine. Entre autres exemples, la proposition en 2008 du président Nicolas Sarkozy de faire parrainer les enfants juifs exterminés par tous les élèves d'école primaire est évoquée comme la manifestation d'un devoir de mémoire que l'on ne pourrait mettre en cause sous peine d'être accusé de révisionnisme (p. 155), alors que son initiative a suscité au contraire une très large réprobation jusque dans son propre camp politique en la personne de Simone Veil. L'articulation entre la question du Mal et la mémoire est naturalisée (p. 121) alors qu'elle doit être au contraire historicisée. À la présentation de la fonction sociale des historiens comme « gardiens de la mémoire » (p. 83), on rappellera simplement ici la belle formule de Pierre Laborie : l'historien « trouble-mémoire ».

Si l'on peut suivre l'auteur sur les effets de victimisation, sur l'instrumentalisation de la Shoah par le pouvoir politique, ou dans son constat des limites de la transmission aux jeunes de la mémoire de la Shoah en tant que dogme, là aussi déjà évoqué par d'autres chercheurs à travers l'appui de travaux qui ne sont pas mentionnés, le livre se perd malheureusement trop souvent dans de grands détours (chapitres sur l'histoire de l'antisémitisme, de l'antisionisme), dont l'apport est difficile à percevoir, des citations d'auteurs convoqués régulièrement dont on voit mal la cohérence et la pertinence (Onfray, Harari, Camus, Marx, Chapoutot), des approximations (la formule d'Henry Rousso « un passé qui ne passe pas » est

attribuée à Ricoeur), et des affirmations pour le moins surprenantes, comme « l'antisémitisme est profondément inscrit dans l'inconscient collectif de l'humanité » (p. 78).

Sébastien Ledoux

RAGARU NADÈGE, « *Et les Juifs bulgares furent sauvés...* ». *Une histoire des savoirs sur la Shoah en Bulgarie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, 382 p., 29 €.

L'ouvrage de Nadège Ragaru, politiste et historienne, rend compte simultanément de l'histoire singulière et mal connue de la non-déportation de la majorité des Juifs bulgares pendant la Shoah, et de la perception et mémorialisation de ces événements dans la Bulgarie communiste et postcommuniste. Ce savoir – que l'autrice préfère, pour sa dimension à la fois plus diffuse et concrète, à la notion de mémoire – sur la Shoah en Bulgarie repose sur trois piliers : la mise en avant systématique du « sauvetage des Juifs bulgares » (l'expression, au cœur de l'ouvrage, est systématiquement mise entre guillemets) comme métonymie de la Shoah, « l'énonciation de cette non-déportation en termes de trajectoire historique exceptionnelle et une indexation du "sauvetage" sur une caractéristique censément nationale, la tolérance envers les minorités » (p. 13). Voilà donc une « représentation dominante » qui tend à estomper la participation active des autorités bulgares alliées de l'Allemagne nazie à la déportation des Juifs dans les territoires occupés, sans pour autant l'effacer totalement.

Pour en étudier le contenu, Nadège Ragaru analyse les discours, débats et confrontations qui animent les différents espaces académiques, militants, juridiques et politiques, insistant sur les interconnexions entre les acteurs dont plusieurs sont Juifs. Le pari consiste à ne pas se focaliser uniquement sur les pratiques de commémorations et à diversifier les objets. L'autrice identifie différents lieux de production de ce savoir : les procès de l'immédiat après-guerre liés aux crimes contre les Juifs, la fiction, des archives filmiques

aux usages multiples et, enfin, les controverses publiques après la chute du régime communiste en 1989, qui consistent essentiellement à revenir sur les mérites relatifs des différents acteurs. Ces différentes perspectives identifient des personnages à travers les procès, des scènes emblématiques à travers la fiction, et des images qui en viennent à fonctionner comme des clichés à travers les archives visuelles – autant d'éléments dont la sédimentation parvient à ancrer durablement l'image d'une Bulgarie « sauvant » les Juifs. Ces discours sur la Shoah dessinent d'autres enjeux comme la dénonciation des « forfaits fascistes » lors des procès d'après-guerre, l'assimilation de la RFA au fascisme durant les années 1960, la mise en valeur d'identités partisans à partir des années 1980. L'ouvrage souligne la dimension transnationale de ce savoir qui va piocher des éléments à l'étranger participant du glissement de responsabilité des individus relevant des autorités bulgares, vers les seuls Allemands qui étaient supposément les seuls à contrôler le pays. La finesse d'analyse et d'écriture entrelace avec clarté les différents volets des savoirs de la Shoah en Bulgarie. Le propos est riche et couvre une ample période, même si l'on peut regretter l'absence de comparaison avec l'Union soviétique ou la Pologne communiste, voire les pays occidentaux, souvent mieux connus. La réussite de l'ouvrage fait, de ce point de vue, espérer de plus amples développements.

Thomas Chopard

MICHONNEAU STÉPHANE, *Belchite. Ruines-fantômes de la guerre d'Espagne*, Paris, CNRS éditions, 2020, 432 p., 26 €.

Le titre énigmatique du livre de Stéphane Michonneau fait sens dès qu'on achève l'ouvrage. Ce n'est pas seulement l'histoire de cette bourgade à 40 kilomètres au sud-est de Saragosse, située sur la ligne de front et détruite durant la guerre, que l'auteur retrace. Ce sont aussi les fantômes qui la peuplent, les oublis qui la caractérisent et les espaces relégués que l'auteur restitue.

C'est également la coexistence de deux bourgs que Stéphane Michonneau questionne – l'un en ruines et l'autre reconstruit à côté – et qui le conduit à analyser ensuite la superposition des mémoires collectives, locales et individuelles. Un travail dense, riche, qui amène aussi une réflexion sur la guerre d'Espagne et ses mémoires.

Cette histoire sur le temps long permet de souligner des évolutions. L'auteur montre, par exemple, comment les ruines de Belchite, instrumentalisées dès 1937, furent dépolitisées pendant les années 1960 pour devenir, ensuite, des ruines patrimoniales. Il se risque ainsi à développer le concept de « ruines politiques ». L'étude des cérémonies, qui se tenaient en septembre et dont le parcours incluait le vieux village, l'amène à évoquer un usage politique des ruines. On regrettera cependant que cet usage se concentre sur la période de mise en place des cérémonies, pour se limiter ensuite à des sauts dans le temps, des remarques sur le programme des festivités, sans s'intéresser aux discours et aux gestes, ni questionner les participants. C'est d'autant plus frustrant que Stéphane Michonneau a interrogé des Belchitains. L'étude le conduit à aborder ultérieurement leur patrimonialisation et les années 1970, qui voient la mise en place des premières mesures de protection et la transformation progressive du site.

En conclusion, l'auteur développe l'idée que Belchite fut la première tentative en Europe de conservation à grande échelle de ruines de guerre. C'est oublier que la Grande Guerre avait déjà conduit à la conservation en France de neuf villages situés près de Verdun. La confusion vient peut-être des mots : les habitants vécurent un temps dans les ruines qui ne furent pas immédiatement préservées. Comme Stéphane Michonneau le rappelle, Francisco Franco voulut dès le départ reconstruire sur les ruines et l'affirma à Belchite en 1938. De même, l'auteur le reconnaît, il n'y eut pas de classement national du village et si la municipalité débaya bien les ruines, elle opéra peu de travaux de confortation. D'où le sentiment d'abandon ressenti par une partie des habitants. Il fallut attendre les années 1980 pour que certains bâtiments soient consolidés et qu'un relevé des

ruines soit réalisé ; il s'en tiendra d'ailleurs aux édifices les plus caractéristiques de l'art baroque et de style mudéjar.

Dans les derniers chapitres, il est question de la transformation actuelle du site en lieu touristique. L'auteur y mêle des considérations sur les graffitis trouvés dans les ruines et certains phénomènes paranormaux. Il réussit finalement à mettre en miroir Belchite et les soubresauts des mémoires de l'Espagne contemporaine.

Emmanuelle Danchin

AUGERON MICKAËL (dir.), *Figures huguenotes dans les Amériques. De l'histoire à la mémoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Enquêtes et documents », 2020, 208 p., 20 €.

Publié à l'initiative du Centre de recherches en histoire internationale et atlantique des universités de Nantes et de La Rochelle, cet ouvrage collectif explore les relations complexes entre l'histoire et la mémoire des migrants huguenots qui contribuèrent à la colonisation américaine aux 17^e et 18^e siècles. Conçu dans une symétrie parfaite en quatre ensembles de trois articles (rédigés en français et, pour trois d'entre eux, en anglais), il aborde successivement quatre thématiques autour de la mémoire : mémoires ravivées, refoulées, mythifiées et valorisées. L'introduction générale et les introductions de chaque partie, rédigées par Mickaël Augeron de façon concise et instructive, donnent une belle cohérence aux différentes études de cas présentées.

Les thématiques abordées tournent autour des traces matérielles et immatérielles laissées par les protestants ayant quitté le royaume de France, soit qu'ils aient décidé de s'installer dans une colonie française ou étrangère avant les persécutions religieuses, soit qu'ils aient fui le royaume après la révocation de l'édit de Nantes. Les processus d'appropriation et de (re)construction mémorielles, la formation d'identités collectives et le regard ambivalent porté aujourd'hui sur cet héritage permettent de dessiner des réalités très différentes selon les espaces et les époques, la « mémoire huguenote » étant plus ou moins

vive, revendiquée et mise en valeur en tant que patrimoine culturel et touristique. Un véritable effort a été fait pour prendre en compte l'ensemble de l'espace américain où se sont implantés des huguenots, de l'Acadie au Surinam en passant par les Antilles, la Floride, la Louisiane, la Nouvelle-Angleterre, la Nouvelle-France et les territoires de l'Ouest américain. C'est sans surprise sur la côte est des États-Unis que cet héritage est le plus ancré, là où se sont installés des protestants français souvent mythifiés en tant que « réfugiés » ayant développé des qualités d'intégrité, de persévérance et de liberté religieuse érigées en valeurs fondatrices – même si la réalité est nettement plus complexe et si plusieurs contributions du livre s'attachent à démonter ces mythes.

Les chapitres, de format court, oscillent entre description des faits et gestes de ces migrants huguenots tels qu'ils apparaissent dans les sources anciennes et évocation de l'héritage mémoriel qui entoure ces figures jusqu'à aujourd'hui. Faute de s'attarder ici sur l'ensemble des contributions, on relèvera entre autres la très intéressante troisième partie sur les mémoires mythifiées, qui aborde autant les représentations des huguenots de la Nouvelle-France (Robert Larin, dans un chapitre qui fait écho à celui de Leslie Choquette dans la première partie de l'ouvrage sur la faible visibilité du protestant Dugua de Mons placé dans l'ombre de Samuel de Champlain dans la fondation de la Nouvelle-France) que la légende des origines huguenotes de David Crockett aux États-Unis (Gilles Havard) ou les récits sanguinaires qui entourent la propriétaire d'esclaves Maria Susanna du Plessis au Surinam (Pieter Emmer).

Éva Guilloré

PAVLICK MARK avec LUFT CAROLINE (dir.), *The United States, Southeast Asia, and Historical Memory*, Chicago, Haymarket Books, 2019, 354 p., 22 \$.

De nombreux intellectuels américains se sont ouvertement opposés à l'intervention militaire au Vietnam depuis les années 1960. Ce livre

s'inscrit dans ce courant militant et paraît alors qu'une partie de cette génération commence à nous quitter. Il vise à démontrer que « les torts commis et les commémorations nécessaires » (p. 2) devraient porter sur toute l'Indochine et non pas uniquement sur le Vietnam. Mais c'est une dénonciation de l'intervention américaine qui constitue le fil conducteur du livre. Il ne s'agit ni d'un volume dirigé ni des actes d'un colloque, mais d'un recueil de recherches originales, de republications et d'entretiens. Mark Pavlick, qui signe cet ouvrage, n'est d'ailleurs pas un historien mais un militant antiguerre et les auteurs viennent autant du monde académique que des organisations non gouvernementales (ONG) ou du journalisme.

Fred Branfman, volontaire au Laos pendant les années 1960, donne le ton. Pour lui, seule la reconnaissance des crimes commis en Indochine permettrait aux États-Unis de panser les blessures qui divisent le pays (p. 9). Il partage ensuite des entretiens qu'il avait diffusés en tant que directeur du « Project Air War » en 1971 pour dénoncer le bombardement américain. Les chapitres suivants montrent que le Laos et le Vietnam subissent aujourd'hui encore la prolifération de bombes non explosées et les effets de l'agent orange. Puis, le livre revient sur le bombardement du Cambodge, l'affaire de My Lai et le massacre des membres du parti communiste indonésien en 1965 qui, selon Clinton Fernandes, aurait dû convaincre la Maison-Blanche d'éviter la guerre du Vietnam (p. 101). Certains soulignent aussi la continuité de ces crimes. Nick Turse déclare qu'ils se sont répétés en Irak et en Afghanistan. Noam Chomsky affirme que les morts causées par l'intervention américaine en Indochine dépassent les pertes humaines reprochées aux régimes communistes. Selon lui, les États-Unis auraient installé les régimes tyranniques au Vietnam jusqu'en 1975. Pour Ngo Vinh Long, Washington joue encore un rôle après cette date avec l'embargo économique et le refus de normaliser les relations diplomatiques. Enfin, le livre se conclut avec deux entretiens de Branfman et Chomsky, menés en 2008.

Certains chapitres, pris individuellement, pourraient être utiles. Dans l'ensemble cependant, c'est un livre partisan qui perpétue l'illusion que le conflit se résumait à l'agression américaine d'une population innocente. Cette représentation repose sur plusieurs postulats : le mythe d'une superpuissance américaine derrière chaque événement de l'après Seconde Guerre mondiale ; l'idée de dictateurs nationalistes qui seraient de simples marionnettes ; et la conviction qu'il est possible de faire une distinction nette entre civils et combattants. Or les recherches des vingt dernières années nous disent le contraire. Les alliés de Washington, même les plus faibles, jouaient un rôle clé pour permettre à la puissance américaine de se déployer aux quatre coins du globe. Leurs leaders tentaient, autant que possible, de poursuivre leur vision politique en dépit de ce patronage. Enfin, la population se trouvait à l'avant des lignes de front et jouait, souvent malgré elle, un rôle actif dans l'effort de guerre. Bien que le livre affirme l'importance de révéler la « vérité » (p. 6), on ne peut s'empêcher de constater qu'il n'a pas pour but de mieux comprendre le passé. La guerre du Vietnam est un événement figé dans le temps servant à dénoncer la politique extérieure américaine, plutôt qu'un champ d'étude vivant, constamment renouvelé par les sources et les interprétations.

Phi-Vân Nguyen

L'international vu d'en bas

HOFSTETTER RITA, DROUX JOËLLE et CHRISTIAN MICHEL (dir.), *Construire la paix par l'éducation : réseaux et mouvements internationaux au XX^e siècle. Genève au cœur d'une utopie*, Neuchâtel, Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2020, 344 p., 29 €.

Cet ouvrage est inspiré d'un colloque de 2017, « Genève, une plateforme de l'internationalisme éducatif », organisé par l'Équipe de recherche en histoire sociale de l'éducation (ERHISE) et les archives de l'Institut Jean-Jacques Rousseau (AJJR). Coordonné par des historien-nes de

l'éducation et de l'enfance, il arpente le terrain déjà un peu balisé de la rénovation de l'éducation, vecteur de changement et de pacification des sociétés après la Première Guerre mondiale, ce que le grand public a pu découvrir en 2016 dans le documentaire de Joanna Grudzinska, *Révolution école (1918-1939)*. Mais l'ambition de ces contributions, organisées en deux parties et étoffées par une dense introduction qui redonne transversalité et cohérence à un ensemble composite, est d'interroger les usages que les acteurs des causes de l'éducation et de l'enfance font de l'« esprit de Genève », construction symbolique embrassant vocation éducative, internationalisme et pacifisme.

Déjà en germe avant la Grande Guerre, celui-ci est amplifié par le conflit. C'est dans un climat de discours rédempteurs, dans lesquels des causes comme l'enfance et le pacifisme trouvent à s'épanouir, que certains réseaux se construisent, avec Genève pour épicerie. Cela s'appuie sur des figures du monde pédagogique, qui nouent relations amicales et intellectuelles afin de discuter d'une éducation « nouvelle » – les relations interpersonnelles sont une focale du livre, donnant souvent l'impression d'un microcosme. Mais on y découvre des réseaux moins connus, par exemple autour de la « rythmique », méthode d'éducation musicale et corporelle établie sur l'harmonie et la liberté, qui doit sa diffusion transnationale par les milieux théosophiques. Monde consensuel parce qu'il incarnerait la « modernité », l'éducation nouvelle n'en est pas moins traversée de tensions à l'international, tel Célestin Freinet délaissant les cercles genevois de la pédagogie au profit d'une optique révolutionnaire.

Dans une seconde partie, on apprend certains aspects de l'originalité de l'internationalisme de Genève. Celui-ci repose sur un « cœur battant », l'Institut Jean-Jacques Rousseau, mais également sur une multiplicité de causes qui ont partie liée avec la paix et l'éducation internationale. C'est là qu'est élaborée, au sein des organisations de protection de l'enfance, la Déclaration des droits de l'enfant adoptée par la Société des Nations en 1924, tandis que la cause des femmes diplômées y mobilise également, par des sociabilités proches

d'une sororité internationale. Les échanges sont nombreux avec d'autres pays et Genève peut opérer comme modèle, par exemple auprès de Catalans séduits pendant les années 1920-1930 par le souci démocratique et le rôle de l'éducation, voie de progrès et de transformation sociale ou de la Cité internationale universitaire de Paris, jusqu'à ce que son projet internationaliste soit redéfini au cours des années 1950.

On aurait aimé que cette période-ci soit plus étoffée car, si Genève reprend ses habits de capitale internationale, de nouvelles questions émergent quant à l'éducation en temps de guerre froide et de décolonisation. Mais au moins cet ouvrage propose des éclairages sur les circulations et métissages dans la construction de la paix par l'éducation, en plus d'offrir des éléments méthodologiques pour saisir les modes de diffusion et de transferts des idées et pratiques pédagogiques.

Samuel Boussion

MERCIER CHARLES, *L'Église, les Jeunes et la Mondialisation. Une histoire des JMJ*, Paris, Bayard éditions, 2020, 540 p., 21,90 €.

Présentes dans la culture populaire – la chanson d'humour *Nathalie, mon amour des JMJ* d'Oldefaf et Monsieur D. citée à raison (p. 451) –, les Journées mondiales de la jeunesse, qui participent assurément de l'histoire du second 20^e siècle, n'avaient pas trouvé jusqu'alors leur historien. Voici un manque désormais réparé avec l'ouvrage de Charles Mercier, spécialiste de René Rémond. Maître de conférences à l'Université Bordeaux 3, l'historien assume ici le point de vue situé d'un ancien participant enthousiaste du rassemblement de Paris en 1997 qui souhaite développer « une enquête [...] ni complaisante ni à charge ».

Ces journées d'un nouveau type sont en effet liées à Jean-Paul II, élu en 1978 et qui, en 1984, appelant à Rome pour les Rameaux les jeunes du monde entier, a posé les jalons de ces rassemblements de masse catholiques itinérants. L'historien aborde cette nouvelle proposition pastorale, qui amalgame les pratiques festivières de l'âge des

masses à celles plus anciennes du pèlerinage et du congrès eucharistique – à partir d'une série de problématiques des sciences sociales actuelles comme la gouvernance du catholicisme ou l'inclusion des groupes minorés (femmes, personnes en situation de handicap, LGBT). Il le fait avec une sensibilité qui cherche à rendre compte d'un événement mondial « à parts égales » en incluant des sources, imprimées ou orales, venant du Nord et du Sud. Il en résulte un ouvrage plaisant à lire, documenté et qui renouvelle assurément le champ des études catholiques, en la matière souvent monographiques, sociographiques et faiblement problématisées.

Le pape polonais constitue la figure implicitement en débat alors qu'on remet aujourd'hui en perspective de manière moins louangeuse son pontificat, même chez les catholiques. Au récit d'un pape recentralisant le catholicisme, reprenant la main de la jeunesse catholique mondiale et lui imposant son agenda conservateur, notamment en matière de mœurs, Charles Mercier veut ainsi opposer une vision plus nuancée. Si, au départ, les « nouvelles communautés » qui contestent la dérive trop politique d'un catholicisme post-conciliaire ont un rôle déterminant dans l'organisation de l'événement, les évêques se laissent progressivement convaincre et parviennent à co-construire une formule plus pluraliste en emportant certains arbitrages.

L'historien se positionne toutefois de manière mesurée, après analyse, sur certains récits mis en circulation par les tenants de la « nouvelle évangélisation » woptylienne et qui accordent un peu vite aux rassemblements une capacité à contrer la sécularisation en relançant la pratique catholique et les vocations. Les JMJ ont-elles alors été une « illusion » ? Charles Mercier nuance : « même si l'impact religieux et social des JMJ de Jean-Paul II sur le moyen et long terme est incertain, il n'en reste pas moins qu'elles demeurent des moments fondateurs pour des milliers de personnes » (p. 492)... et que ces dernières l'ont parfois investi d'une signification loin des attendus de leurs initiateurs.

Anthony Favier

MIARD-DELACROIX HÉLÈNE et WIRSCHING ANDREAS (dir.), *Emotionen und internationale Beziehungen im Kalten Krieg*, Berlin, De Gruyter, 2020, 430 p., 79,95 €.

Issu d'un colloque exploratoire franco-allemand tenu en 2018 à Munich, l'ouvrage *Émotions et relations internationales durant la guerre froide* souhaite ouvrir de nouvelles pistes de réflexions en faisant se croiser deux domaines de recherche restés jusque-là plutôt distants l'un de l'autre. Codirigé par Hélène Miard-Delacroix (Sorbonne-Université) et Andreas Wirsching (Institut für Zeitgeschichte, Munich), il réunit 18 contributions, suivies de commentaires transversaux. À l'exception de certain-es, dont Ute Frevert, directrice du groupe de recherche sur l'histoire des émotions de l'institut Max-Planck à Berlin, et qui ouvre le livre, les auteurs sont des spécialistes reconnus de l'histoire des relations internationales du temps de la guerre froide mais non de l'histoire des émotions. Ils ont ainsi été invités à sortir de leur « zone de confort ».

Signée des deux co-éditeurs, l'introduction offre, dans une approche programmatique, une vue claire des enjeux méthodologiques et épistémologiques de ce dialogue, en exposant les travaux déjà existants et les nouvelles pistes à suivre. Elle justifie également de manière convaincante le choix de la guerre froide pour analyser comment les émotions ont pu être mobilisées comme ressources et stratégies par différents acteurs des relations internationales de la période, à l'échelle des États, des institutions, gouvernementales ou non, et des individus. Sans vouloir réduire l'histoire de la guerre froide à une histoire des émotions, il s'agit d'inviter à un renouvellement des perspectives de recherche, y compris des sources. Les émotions se retrouvent ainsi au cœur de l'analyse, comme objets mais aussi comme concepts analytiques.

Différents axes de réflexion sont exposés en introduction : dans quelle mesure les émotions, en contribuant à une certaine dramatisation des rapports de force, ont-elles pu servir aux multiples acteurs des relations internationales à se

positionner et à s'engager face à la complexité de la guerre froide ? Comment accorder toutes leurs places aux émotions individuelles en lien avec les émotions collectives, sans pour autant revenir à une « histoire des grands hommes » ? De quelle manière l'opposition entre émotionnalité et rationalité, qu'il s'agit bien entendu de dépasser du point de vue des chercheurs, fut-elle cependant un argument dans la confrontation avec « l'ennemi » ? Comment définir l'historicité des émotions, leur émergence puis leur évolution au fil des retours de mémoires, des traumatismes, individuels ou collectifs ? Enfin, la question du caractère universel des émotions permet de réinterroger la division en blocs, les relations Est-Ouest et Nord-Sud.

Organisées thématiquement, les nombreuses contributions s'engagent de manière plus ou moins aisée et selon des méthodologies très variées dans la voie proposée. Toutes cependant démontrent l'apport heuristique certain de la démarche, qu'il s'agit désormais de poursuivre, en s'ouvrant davantage par exemple aux protagonistes non occidentaux de la guerre froide. Il faut donc espérer que ces travaux puissent être bientôt rendus accessibles à des lectrices et lecteurs non germanophones.

Caroline Moine

Partir, revenir

AKOKA KAREN, *L'Asile et l'Exil. Une histoire de la distinction réfugiés/migrants*, Paris, La Découverte, 2020, 360 p., 23 €.

Dans cet ouvrage, Karen Akoka examine la distinction tracée entre « réfugiés » et « migrants », en la reliant à l'histoire d'une institution, l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra). Depuis sa création en 1952, cet organisme a eu pour fonction d'attribuer ou de refuser le statut de réfugié. Le livre se donne l'objectif de « déessentialiser le réfugié », de montrer que la convention de Genève de 1954 a produit une définition historiquement et idéologiquement

située, et que l'application française du droit international par l'Ofpra a peu à peu figé une dichotomie entre réfugiés politiques, d'une part, et migrants économiques, de l'autre. S'appuyant sur les archives de l'Ofpra – ouvertes en 2010 seulement aux chercheurs – mais aussi sur l'exploration de fonds privés, comme ceux de Daniel Mayer ou de Gilles Rosset, l'autrice a également mené 45 entretiens avec des agents ayant travaillé pour l'organisme. Grâce à cette enquête, elle met au jour une période peu analysée de ce point de vue, les années 1950-1980.

La première partie de l'ouvrage revient sur la « fabrique des réfugiés » avant l'Ofpra. L'autrice rappelle le fonctionnement du système asilaire instauré par la Société des Nations, avant d'éclairer le rôle déterminant des offices de réfugiés dans l'attribution de la protection asilaire en France. Contrairement à la thèse défendue par Gérard Noiriel, l'ouvrage montre que la création de l'Ofpra a été une « fausse rupture » : loin d'être conçu comme une forme de protection nationale face aux flux d'exilés, l'organisme a d'abord fonctionné comme un « consulat pour les réfugiés ». D'ailleurs, ceux issus des élites politiques de leurs pays ont longtemps occupé les postes les plus importants de l'institution. À partir des années 1960-1970, le recrutement des agents de l'Ofpra a évolué, laissant la place à des enfants de réfugiés, deuxième génération bien plus féminisée que la première. Le but de l'Ofpra n'était pas d'empêcher de nouvelles arrivées de réfugiés ; l'organisme visait au contraire à leur proposer une aide à l'intégration dans la société française et même un soutien moral.

L'autrice s'interroge aussi sur la façon dont les demandes de requérants – l'expression « demandeurs d'asile » n'étant pas encore employée – étaient instruites par l'Ofpra au temps de la guerre froide. Loin de respecter à la lettre la convention de Genève, qui associait le « réfugié » à la persécution individuelle, l'Ofpra continuait d'attribuer le statut de réfugiés à des groupes nationaux entiers : la quasi-totalité des 7 193 exilés hongrois qui ont demandé l'asile en France entre 1957 et 1958 l'ont ainsi obtenu.

La seconde partie de l'ouvrage montre comment l'Ofpra est passée du régime des « réfugiés » à celui des « demandeurs d'asile » à partir des années 1970-1980. Durant cette période, des groupes nationaux entiers ont été favorisés, comme cela a été le cas des exilés issus du Sud-Est asiatique – appelés de manière imprécise les *boat people*. La qualité de cet accueil contraste avec celui réservé aux exilés zaïrois, décrits au mieux comme des « réfugiés économiques, au pire comme des fraudeurs ». L'autrice met en lumière l'influence de la diplomatie française sur les choix faits par l'Ofpra, qui opérait un « traitement différencié » des causes et des nationalités. À la fin des années 1980, l'instruction des demandes d'asile, dont le nombre bondit, s'est individualisée. Dans le même temps, les taux de rejet ont progressé et l'Ofpra est devenue, à l'aube des années 1990, une administration nationale pilotée selon une organisation néo-managériale. Ses agents sont désormais des fonctionnaires ou contractuels français qui n'ont plus rien en commun avec les demandeurs d'asile. À partir des années 2010, le personnel doit travailler avec un logiciel qui lance automatiquement les convocations des demandeurs d'asile aux entretiens, ce qui va dans le sens d'une réduction croissante de l'autonomie des agents.

Au-delà de cette histoire institutionnelle de l'Ofpra, Karen Akoka met en lumière la façon dont ont été séparés les réfugiés et les migrants. On peut regretter que leur point de vue soit moins convoqué que celui de l'administration. Un autre défaut mineur de l'ouvrage tient à l'absence d'index et de bibliographie, largement compensé par la limpidité de l'écriture. *L'Asile et l'Exil*, par ses apports historiques et théoriques, appelle à bousculer nos représentations les plus enracinées, en questionnant la séparation du politique et de l'économique trop systématiquement faite dans l'analyse des migrations contemporaines. Nul doute que ce livre fera date dans l'histoire de l'asile en France.

Delphine Diaz

KRZYŻANOWSKI LUKASZ, *Ghost Citizens. Jewish Return to a Postwar City*, trad. du polonais par Madeline G. Levine, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2020, 352 p., 35 \$.

Radom était en 1938 une importante ville industrielle du centre de la Pologne. La population juive représentait environ un tiers des 90 000 habitants. C'était une communauté principalement composée d'artisans et de commerçants et qui, là comme ailleurs, fut quasiment réduite à néant pendant la guerre. En 1945, sur les 60 000 habitants du lieu, quelques centaines de Juifs étaient dénombrées. En 1950, 1 756 citoyens juifs vivaient officiellement à Radom, la plupart venus d'ailleurs : les survivants, eux, étaient presque tous partis.

Ghost Citizens suit le destin des Juifs de Radom entre 1945 et 1950 : c'est une monographie méticuleuse, appuyée sur un impressionnant dépouillement d'archives. Dans le contexte de l'après-guerre, marqué par des pénuries généralisées et une inflation galopante, le retour des Juifs est caractérisé au mieux par une hostilité passive, au pire par l'homicide (chapitre 2). Ce sont des vols, des menaces verbales ou physiques et, en août 1945, le meurtre de quatre personnes, dont un lieutenant de l'Armée rouge. *Ghost Citizens* vient apporter une lumière très précise sur l'atmosphère de peur et de brutalité généralisée contre les Juifs. L'antisémitisme apparaît comme le seul point de ralliement d'une société polonaise déchirée et les rescapés juifs ne peuvent guère compter sur les institutions en place : ni les services de sécurité ni l'administration locale ne cherchent à les protéger – et l'Église, à de rares exceptions près, attribue aux supposées proximités des Juifs avec le pouvoir communiste la responsabilité des violences contre eux.

Le regroupement permet de faire face. Le chapitre 3 reconstitue les activités du « Comité juif de district », seule institution capable de se tourner vers les autorités pour demander soutien ou protection et d'organiser la répartition de l'indispensable aide matérielle, financière, alimentaire, médicale. La communauté participe également

aux procès d'après-guerre contre les responsables nazis de l'extermination. Il lui faut aussi prendre en charge les morts : déplacer les corps des charniers vers le cimetière, honorer la mémoire de tous les disparus. Mais les vivants sont des citoyens fantômes : physiquement présents, certes, mais invisibles, inexistant à force d'être peu nombreux et indésirables. Les initiatives lancées par certains d'entre eux pour récupérer leurs propriétés et leurs biens viennent donc toucher au cœur de leurs relations avec la population non juive : le chapitre 4 revient sur l'immense transfert de biens de la population juive vers la population non juive en marge du pillage systématique mené par l'occupant allemand. Il détaille les modalités de répartition, après la guerre, des biens dits « post-allemands » et « post-juifs » dans le langage de l'époque – et décrit les procédures de restitution engagées par les survivants ou les héritiers des juifs assassinés : certaines aboutissent, d'autres non, sur fond d'anarchie et d'appropriations *de facto*. La nationalisation de l'économie permet à l'État de récupérer usines et autres installations industrielles.

Le cas de Radom est traité par l'auteur comme « un exemple » du destin des rescapés juifs dans les « villes moyennes » de Pologne après la guerre. La monographie permet de saisir au plus près, face à l'hostilité et à la violence, les tactiques mises en œuvre pour reconstruire un semblant de vie. Mais la conclusion de ce livre éprouvant est bien qu'il n'y eut point, à Radom, de « retour » des Juifs au sens social du terme. Les fantômes s'évaporerent presque tous, et le linge, la vaisselle, les livres et mille autres objets restèrent dans les appartements, les boutiques, les ateliers « post-juifs ».

Comme le rappelle l'auteur pour finir, la plupart des Polonais restent aujourd'hui inconscients des conséquences sociales et matérielles que l'extermination des Juifs a encore sur leur propre vie. Beaucoup ne sont pas prêts à accepter qu'ils vivent dans un environnement tout entier post-génocidaire : les récentes poursuites judiciaires contre les historiens Jan Grabowski et Barbara Engelking ne sont qu'une confirmation supplémentaire de ce diagnostic. L'importance

d'un ouvrage comme celui-ci n'en est que plus grande.

Judith Lyon-Caen

Folies meurtrières

PORRET MICHEL, *Le Sang des lilas. Une mère mélancolique égorge ses quatre enfants en mai 1885 à Genève*, Chêne-Bourg, Georg, 2019, 360 p., 15 €.

Si Michel Foucault était fasciné par le parricide de Pierre Rivière au début du 19^e siècle, Michel Porret s'avoue « hanté » par le quadruple infanticide commis par Jeanne Lombardi en 1885 à Genève. En écho au titre de cette dense monographie, le dépôt de brins de lilas sur les corps meurtris des enfants marque l'opinion. Lors des obsèques, 12 000 personnes accompagnent le cortège funèbre. Le fait divers passionne. Les conditions sociales, comme le débat médico-légal, illustrent un reflux du pénal devant le pathologique. Alors que la mère égorgée échoue dans sa tentative de suicide, l'affaire se solde par un verdict d'acquiescement au nom de la folie criminelle. Après un dernier examen médical, Jeanne sort guérie de l'asile en 1894 et recommence sa vie à Sétif en Algérie.

Emblématique du meurtre « contre nature », l'affaire Lombardi offre un formidable terrain d'enquête historique. Avec la minutie du légiste et la méticulosité des plaidoiries judiciaires, le professeur de l'Université de Genève dresse un monument à cette mère mélancolique et meurtrière. En ouverture du livre, le récit autobiographique décrit la trajectoire sociale des protagonistes. À l'âge de 16 ans, la jeune Jeanne s'établit dans la cité de Calvin. Après le décès de son premier mari, elle épouse le tailleur Joseph Lombardi. Rapidement toutefois, le mariage tourne au cauchemar. Infidèle, le mari est porté sur la boisson, ce qui le conduit à des violences répétées. Avidée d'émotions, la presse livre en spectacle les motifs de l'infanticide. Repris un an plus tard par l'instruction judiciaire, la description des corps meurtris se focalise avec précision

sur les plaies dans la trachée. Face aux preuves présentées, le procureur général lit le signe de la préméditation, alors que la thèse médicale voit une illustration de « dépression mélancolique ». Le déroulement du procès ponctue le triomphe de la lecture aliéniste. En 1887, le Code d'instruction criminelle est révisé et intègre la folie dans le registre pénal, ce qui assure une postérité juridique au « crime de Coutance ».

À l'interstice de la rigueur historique et d'une belle plume, *Le Sang des lilas* laisse entrapercevoir en filigrane la parole de son auteur. Dans un « Après-propos » caché par des annexes documentaires et un dossier iconographique, Michel Porret revient sur son intérêt pour la « Médée de Coutance ». La fascination morbide pour une mère tueuse pointe des thématiques d'une grande actualité. Spécialiste des Lumières et de la justice criminelle, l'historien se montre convaincant sur la dramaturgie du procès. Difficile par la polyphonie des sources et sa juxtaposition des citations sans hiérarchie assumée, la lecture du livre contribue à une historiographie déjà riche sur les rapports entre crime et folie.

Dominique Dirlewanger

ARTIÈRES PHILIPPE, *Un séminariste assassin. L'affaire Bladier, 1905*, Paris, CNRS éditions, 2020, 152 p., 16 €.

« La très grande majorité des hommes du 19^e siècle ont des existences végétales. Ils disparaissent sans rien laisser », écrit Philippe Artières dont toute l'œuvre cherche obstinément à exhumer ces « vies éphémères » en fouillant les « pièges d'écriture » (archives judiciaires, carcérales, médicales, etc.) dans lesquelles elles furent ponctuellement prises. Fidèle à cette ligne méthodologique, ce nouvel opus analyse et rassemble un copieux et fascinant dossier de sources reproduites et « montées » à la façon d'un documentaire : articles de presse, rapport d'autopsie, enquête médico-légale et autobiographie du criminel (suscitée et publiée par le puissant docteur Lacassagne, figure maîtresse de la criminologie naissante).

Aussi simple qu'effarante, l'affaire tient en quelques mots : âgé d'à peine 17 ans, Jean-Marie Bladier a étranglé et décapité l'un de ses camarades en septembre 1905 dans une forêt du Cantal ; il avoue aussitôt son crime qu'il explique par son excitation sexuelle. « Horrible, monstrueux et contre-nature », un tel forfait n'a pu naître que dans cette « école des monstres » qu'est le séminaire, s'indigne *La Lanterne*, qui exprime un anticléricalisme renforcé par le contexte de séparation des Églises et de l'État. Mais l'écho médiatique reste limité, car Bladier n'est pas jugé. L'expertise confiée au docteur Lacassagne identifie en effet une forme de « sadisme sanguinaire » et un « dédoublement de la conscience », qui font conclure à l'irresponsabilité pénale et qui mènent Bladier à l'asile plutôt qu'en prison.

Arrivé à mi-chemin de ce livre, le lecteur se sent en paysage familier, l'enquête rejoignant ici de nombreuses autres études historiques menées par Philippe Artières lui-même, Dominique Kalifa, Marc Renneville, Frédéric Chauvaud, etc. S'agit-il donc d'un crime atroce parmi d'autres, d'une monstruosité qui échappe à l'explication logique et réduit l'historien à la simple (et

non négligeable) fonction de scribe ou de compilateur incapable d'interpréter l'inexplicable ? Avouant sa fascination pour le récit autobiographique de Jean-Marie Bladier qu'il connaissait de longue date, reconnaissant qu'il a « longtemps buté sur ce texte comme on se cogne contre un mur », Philippe Artières ne veut toutefois pas s'en tenir aux faits et prend le risque « de lire en historien ce double acte de tuer et d'écrire ». Pour expliquer le meurtre, il insiste sur la sécularisation accélérée de ce petit bourg du Cantal qui inspire une « hypothèse anthropologique » fondée sur le décalage entre le jeune séminariste et sa société d'origine. Pour comprendre l'écriture autobiographique prolifique du criminel, il évoque un « onanisme graphique » qu'il relie aux développements récents de l'histoire de la sexualité. Trop rapidement esquissées pour convaincre pleinement, ces pistes suggérées n'en témoignent pas moins d'une ambition intellectuelle qui force l'estime et stimule le lecteur de cet ouvrage d'une réelle originalité.

Arnaud-Dominique Houte